

---

M.E.S., Numéro 131, Vol.1, novembre – décembre 2023

<https://www.mesrids.org>

Dépôt légal : MR 3.02103.57117

N°ISSN (en ligne) : 2790-3109

N°ISSN (impr.) : 2790-3095

Mise en ligne le 08 novembre 2023



## ***Revue Internationale des Dynamiques Sociales***

***Mouvements et Enjeux Sociaux***

*Kinshasa, novembre - décembre 2023*

## INTEGRATION DE LA DIMENSION DE GENRE DANS LE PROCESSUS DU BUDGET-PROGRAMME AU PARLEMENT CONGOLAIS

par

**Marthyns MASUNGUNA SANGA**

*Conseiller en Gouvernance auprès du Système des Nations Unies*

**Hervé OMOMBO WEMBO**

*Chercheur au Centre de Recherche Indépendant et Interdisciplinaire Congolais*

### Résumé

*Le budget programme est le résultat de la budgétisation par programmes. Selon la loi N°11/011 du 13 juillet 2011 relative aux finances publiques, un programme est un ensemble cohérent d'actions qui regroupe les crédits destinés à un même ministère. La nouvelle conception du budget axée sur la performance voudrait que les ressources soient allouées selon les objectifs poursuivis et sur base des principes de transparence et de redevabilité.<sup>1</sup>*

*Pendant, notre apport dans cet article consiste à expliquer les possibilités d'intégrer la dimension de genre dans le processus du budget-programme au parlement congolais.*

*La Planification et Budgétisation Sensible au Genre (PBSG) est une approche politique stratégique visant à intégrer systématiquement les objectifs en matière d'égalité liée au genre dans les politiques gouvernementales, la planification, la budgétisation, le suivi et l'évaluation.<sup>2</sup> Elle met en évidence les effets distributifs du budget (recettes et dépenses) sur les femmes et les hommes et ajuste ou réaffecte les ressources pour garantir que les deux bénéficient équitablement des ressources gouvernementales.<sup>1</sup> Visant à la fois l'égalité liée au genre et la justice fiscale, la PBSG analyse l'impact des budgets gouvernementaux sur les différents groupes de personnes pour permettre la transformation de ces budgets afin qu'ils puissent contribuer à la réalisation des engagements en matière d'égalité liée au genre.<sup>3</sup> Son but ultime est d'appliquer une approche sensible au genre à toutes les étapes du processus budgétaire afin d'intégrer l'égalité entre les femmes et les hommes.<sup>4</sup>*

**Mots-clés :** *Genre, Planification, Budgétisation Sensible au Genre, égalité, équité, parlement, RDC*

### Abstract

*The program budget is the result of program budgeting. According to Law No. 11/011 of July 13, 2011, relating to public finances, a program is a coherent set of actions which groups together the credits intended for the same ministry. The new design of the budget, which is performance-based, requires resources to be allocated according to the objectives pursued and on the basis of the principles of transparency and accountability.*

*However, our contribution in this article consists in explaining the possibilities of integrating the gender dimension into the program budget process in the Congolese parliament.*

*Gender Responsive Planning and Budgeting (PBSG) is a strategic policy approach to systematically integrate gender quality objectives into government policies, planning, budgeting, monitoring and evaluation. It highlights the distributional effects of the budget (revenue and expenditure) on women and men and adjusts or reallocates resources to ensure that both benefit equitably from government resources. Aiming for both gender quality and tax justice, PBSG analyzes the impact of government budgets on different groups of people to enable the transformation of these budgets so that they can contribute to the achievement of gender equality commitments. Its ultimate goal is to apply a gender-sensitive approach to all stages of the budget process in order to mainstream equality between women and men.*

<sup>1</sup>La loi de la République Démocratique du Congo n°11/011 du 13 juillet 2011 relative aux finances publiques, p7

<sup>2</sup>ONU femmes, Cours de formation mixte sur la budgétisation sensible au genre, avril 2020, P67

<sup>3</sup>Groupe budgétaire d'ONU Femmes, 2018. A Guide to Gender-Responsive Budgeting, (Guide de budgétisation sensible au genre) (non disponible en français), Londres, <https://oxfamlibrary.openrepository.com/bitstream/handle/10546/620429/gt-guide-gender-responsive-budgeting-280218-en.PDF> ; session id=A14792715657768CCB389D48A9D62D06 ?squence=13, consulté le 05 /06/ 2023

<sup>4</sup>GUBITZER, L., Budgétisation sensible au genre, éd, Harmattan, paris, 2008, p27

**Keywords :** *Gender, Planning, Gender Responsive Budgeting, equality, equity, parliament and DRC*

## INTRODUCTION

La République Démocratique du Congo a opté pour la gestion budgétaire en mode programme en 2011 avec l'adoption de la Loi n°11/011 du 13 juillet 2011 relative aux finances publiques. Cette loi, modifiée par la loi n°18 :010 du 09 juillet 2018, introduit la budgétisation fondée sur une logique de résultat au moyen des budgets programmes en lieu et place du budget de moyen. Pour ce faire, le Gouvernement déploie des efforts en termes de mise en œuvre d'outils susceptibles d'asseoir une conception du budget fondée sur la performance à travers tous les secteurs, en commençant par le pouvoir central.

On reconnaît de plus en plus l'importance d'impliquer le parlement et les parlementaires dans la Planification et Budgétisation Sensible au Genre (PBSG) afin de renforcer le contrôle et la surveillance de la formulation, de l'exécution et de l'évaluation d'un budget sensible au genre. Cet article s'adresse principalement aux acteurs qui souhaitent construire un système efficace pour intégrer la BSG dans le processus budgétaire de l'État. Cela comprendra les membres du Parlement, le personnel et des commissions parlementaires, les groupes parlementaires de femmes, ainsi que d'autres acteurs, y compris ONU Femmes ou d'autres entités des Nations Unies qui pourraient vouloir initier et soutenir un rôle plus important pour le Parlement et les parlementaires dans la BSG.<sup>5</sup>

Dans le cadre de ce travail, nous essayerons de répondre à la problématique suivante : Comment intégrer la dimension de genre dans le processus du budget-programme au parlement congolais (RDC) ?

Outre l'introduction et la conclusion, nous présenterons en premier lieu une revue de littérature sur la base théorique et conceptuelle du budget-programme et de la perspective de genre à travers les définitions du Budget-Programme et de la Planification et Budgétisation Sensible au Genre (PBSG), ensuite suivant les points ci-après : (1) Revue de littérature sur le cadre conceptuel, (2) Cadre référentiel du budget programme et du genre en RDC, (3) Cadre international de la « budgétisation sensible au genre », (4) Implication du parlement dans la budgétisation sensible au genre (5) Programmation des interventions et contraintes pour soutenir le parlement dans le processus budgétaire.<sup>6</sup>

## I. REVUE DE LITTÉRATURE SUR LE CADRE CONCEPTUEL

### 1.1. Définitions du budget-programme

Le budget-programme est une forme de budgétisation axée sur les performances dans laquelle les dépenses budgétaires sont prévues et gérées par programme.

Le budget-programme est défini comme « un budget de résultats qui se différencie du budget de moyens dans la mesure où sont fixés des objectifs assortis d'indicateurs. Autrement dit, il s'inscrit dans une culture de performance » (Bouvier, 2012). Les objectifs de chaque programme budgétaire sont clairement précisés et formellement approuvés par le gouvernement et le parlement.<sup>7</sup>

### 1.2. Planification et Budgétisation Sensible au Genre (PBSG)

La Planification et Budgétisation Sensible au genre ne signifient pas un budget séparé pour les femmes et un budget séparé pour les hommes. La planification et la budgétisation (selon le) genre sont une méthodologie qui permet d'intégrer une façon de regarder, d'écouter, d'entendre et d'intervenir dans deux processus de développement : le développement endogène (processus sociaux) et le développement planifié (politiques, programmes et projets).<sup>8</sup>

<sup>5</sup> Guide d'intégration du genre dans les missions du parlement national et provincial, Kinshasa, juin 2019, p.9.

<sup>6</sup> MUKENGE KATUMBA. G s « Application du budget programme en république démocratique du Congo : analyse critique et perspectives », *Revue Internationale des Sciences de Gestion*, « volume 5 : numéro », Kinshasa, 2022, p.6.

<sup>7</sup>Rapport d'état d'avancement sur le budget programme axé sur les performances en Afrique, Publié en 2013 par l'Initiative Africaine Concertée sur la Réforme Budgétaire, p.8.

<sup>8</sup>AGENTUR, P., *Gender budget*, Paris, éd. Harmattan, p16

## II. CADRE REFERENTIEL DU BUDGET PROGRAMME ET DU GENRE EN RDC

La mise en place du budget programme en RD. Congo est justifié par deux sources textuelles, de nature strictement différente. Il s'agit du (de) : Plan Stratégique de la Réforme des Finances Publiques (PSRFP) et la Loi n° 11/011 du 13 juillet 2011 relative aux finances Publiques (LOFIP) en son article 43.<sup>9</sup>

Cependant, la vision stratégique de la PBSG est de contribuer à bâtir autour des principes d'équité, d'égalité et de la participation de tous au développement, une société congolaise où les femmes autant que les hommes sont à la fois acteurs et bénéficiaires conformément à tous les engagements souscrits et ratifiés par la RDC en matière d'égalité des sexes et d'autonomisation des femmes.

Dans ce sens, elle a pour mission d'examiner de manière comparative la situation des hommes et des femmes dans les cycles budgétaires, identifier les sources d'inégalités entre les sexes y relatives et viser à les réduire. C'est pourquoi, elle entend mettre en évidence le caractère social des différences entre les hommes et les femmes ainsi que les inégalités qui se construisent autour des stéréotypes et des rôles sociaux au sein des services œuvrant pour le budget et la chaîne budgétaire.<sup>10</sup>

Le cadre stratégique et politique relatif à la promotion du genre fait référence à trois principaux instruments : le Plan National Stratégique de Développement (2018 - 2022) ; la Politique Nationale Genre (PNG) et son Plan d'Actions (2009) et la Stratégie Nationale de Lutte contre les Violences Sexuelles et Basées sur le Genre (SVBG) (2009, révisée en 2020).<sup>11</sup>

Le Plan National Stratégique de Développement (PNSD 2018 - 2022). Le Plan Quinquennal 2018-2022 est un cadre fédérateur de toutes les stratégies sectorielles. Il a comme objectifs de promouvoir la croissance inclusive, créer des emplois et accélérer l'atteinte des Objectifs du Développement Durable (ODD) afin de mener la RDC au statut des pays à revenu intermédiaire et des pays émergents en 2030.

La Politique Nationale du Genre et son Plan d'Action (PNG 2009). L'élaboration de la Politique Nationale du Genre vise non seulement à opérationnaliser les principes constitutionnels d'équité et d'égalité entre les hommes et les femmes et de respect des droits humains, mais aussi à traduire dans les faits les engagements nationaux et internationaux de la RDC en faveur de la promotion de genre. Ce document se veut un cadre fédérateur d'orientation et de coordination des différentes interventions visant la promotion de l'équité et de l'égalité de genre en RDC.

La Stratégie Nationale de Lutte contre les Violences Basées sur le Genre (révisée en 2020). Ce document constitue désormais le seul cadre de référence pour réaliser, en République Démocratique du Congo, toute action de prévention et de prise en charge des victimes et survivantes des Violences Basées sur le Genre (VBG). En 2015, soit 6 ans après son lancement par le Gouvernement, il s'est avéré nécessaire de procéder à sa révision après avoir constaté des faiblesses dans le processus de sa mise en œuvre, notamment le dysfonctionnement dans la coordination des activités de lutte, la focalisation sur les violences sexuelles et le faible financement alloué.<sup>12</sup>

## III. CADRE INTERNATIONAL DE LA « BUDGETISATION SENSIBLE AU GENRE »

La première pierre de la budgétisation sensible au genre a été posée depuis la plateforme de Pékin de la quatrième conférence mondiale qui s'est tenue en 1995.<sup>13</sup> Lors de cette conférence, la budgétisation sensible au genre a été mise à l'ordre du jour en insistant sur le fait que toutes les politiques publiques soient conçues dans une perspective égalitaire et que les mesures concrètes

<sup>10</sup>Stratégie Nationale de la Budgétisation Sensible au Genre de la République Démocratique du Congo vice-primature et ministère du budget, avril 2013, p22

<sup>11</sup>Profil Genre Pays, Une initiative conjointe de la Commission Européenne, ONU Femmes et de la Banque Africaine de Développement présentée par Luvent GmbH, Kinshasa, Avril 2022, p35

<sup>12</sup>Déclaration de Paris sur l'Efficacité de l'Aide <http://www.aidharmonization.org/ah-wh/secondary-pages/Paris2005#declaration>, consulté le 04/04/2023

<sup>13</sup> BARD., C, BAUDELLOT., C et MOSSUZ-LAVAU., J, *Quand les femmes s'en mêlent. Genre et pouvoir*, Paris, éd. La Martinière, 2004, p. 18

bénéficiant d'un soutien institutionnel et financier suffisant soient appliquées à tous les niveaux.<sup>14</sup> Ainsi, la budgétisation sensible au genre est de plus en plus reconnue comme une stratégie clé de la promotion de l'égalité entre les sexes et la promotion des droits des populations défavorisées, notamment les femmes à l'échelle internationale.<sup>15</sup>

La Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide au développement en 2005. Vient ensuite dans cette logique d'encadrement de la budgétisation sensible au genre, la déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide au développement en 2005.<sup>16</sup> Celle-ci définit les mesures et les normes de la performance et de la reddition des comptes pour les pays partenaires dans les domaines de la gestion des finances publiques afin de mener des actions de l'aide à la réduction de la pauvreté et les inégalités tout en recommandant une gestion axée sur les résultats.

Le Programme d'Action d'Accra de 2008 qui, en s'assignant parmi ses objectifs l'égalité homme-femme, le respect des Droits de l'Homme et combattre les inégalités de revenus et des chances tant entre les pays qu'à l'intérieur de chaque pays, recommande une utilisation de la budgétisation sensible au genre : « La Budgétisation fournit un moyen d'engager un dialogue avec les gouvernements des pays partenaires sur les inégalités entre les sexes et un moyen d'accroître l'efficacité du développement en donnant plus d'autonomie aux femmes » (Gendernet4, Octobre 2010).<sup>17</sup>

Le Programme de Développement Durable (ODD). La République Démocratique du Congo (RDC) est signataire du Programme de Développement Durable à l'horizon 2030 (Agenda 2030) des Nations-Unies instituant les ODD.<sup>18</sup> Enfin, il y a lieu de signaler que l'agenda 2030 pour le développement durable et à travers ses ambitieux objectifs pour le développement durable (ODD), a élaboré une feuille de route claire et intégré un nouvel indicateur 5.c.1, défini par la proportion de pays dotés de systèmes permettant de suivre et de rendre public le montant des ressources allouées à l'égalité des sexes et à l'autonomisation des femmes.

#### IV. IMPLICATION DU PARLEMENT DANS LA BUDGETISATION SENSIBLE AU GENRE

La fonction législative. Elle consiste à initier des lois et des amendements et à les voter. Toutefois, ni la connaissance des procédures législatives, encore moins la maîtrise de la technique de rédaction des lois ne sont aisées, en début de législature surtout.<sup>19</sup>

La fonction de contrôle. Elle consiste en un travail mené aussi bien au sein de l'hémicycle que sur le terrain. Il fait appel à des outils et des modalités de mise en œuvre en constante évolution pour rendre efficace le contrôle parlementaire en lui donnant une finalité plus politique que politicienne (détecter les dysfonctionnements et y remédier de façon consensuelle).<sup>20</sup>

La fonction de représentation. Elle se fait à l'échelon national comme international (diplomatie parlementaire) et consiste à prendre en charge les préoccupations des populations, en mettant un accent particulier sur la résolution de problèmes collectifs concrets. Ce qui suppose une approche inclusive, pragmatique et méthodique, y compris en privilégiant les coalitions et les partenariats.

Plusieurs politiques ont été menées pour réduire les inégalités des femmes et des hommes au sein du parlement : affirmation de l'égalité de droit, actions en faveur de l'égalité des chances,

<sup>14</sup>ACHIN., C et LEVEQUE., S, *Femmes en politique*, Paris, éd. La Découverte, 2006, p.56.

<sup>15</sup>BARD., C, BAUDELLOT., C et MOSSUZ-LAVAU., J, *Op.cit.* ;

<sup>16</sup>LARROUMY H. & BOUSSETTA., M, « La Budgétisation Sensible au Genre (BSG) instrument fondamental pour la promotion de l'égalité et la justice sociale. », in *Revue du Contrôle, de la comptabilité et de l'audit* « Numéro 8 : Mars 2019 / Volume 3 : numéro 4 » p.475.

<sup>17</sup>Rapport d'Examen National Volontaire des Objectifs de Développement Durable du Ministère du Plan, Kinshasa, Mai 2020, p 1

<sup>18</sup> (Guide de conformité en matière d'égalité et de genre destiné au Parlement) Secrétariat du PEFA, 2020. Cadre complémentaire pour l'évaluation de la gestion des finances publiques sensible au genre, Washington, D.C., [https://www.pefa.org/sites/pefa/files/resources/downloads/WBG\\_GRPFM\\_FRAMEWORK\\_ENG\\_PAGES\\_200609.pdf](https://www.pefa.org/sites/pefa/files/resources/downloads/WBG_GRPFM_FRAMEWORK_ENG_PAGES_200609.pdf), consulté le 05/06/2023, consulté le 06/06/2023

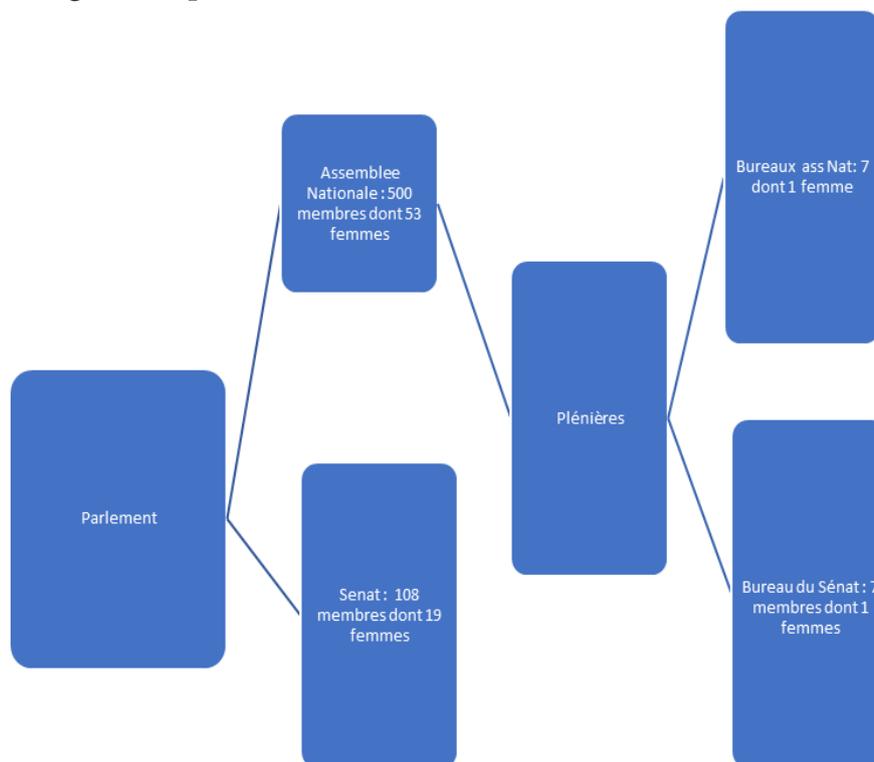
<sup>19</sup>Guide d'intégration du genre dans les missions du parlement national et provincial, op. Ci, p11

<sup>20</sup>Kit d'action, impliquer les parlements dans la budgétisation sensible au genre, 2022 ONU Femmes

actions et mise en œuvre de la parité. Elles ont eu des effets, mais elles sont insuffisantes, car elles s'inscrivent dans une logique réparatrice sans introduire des changements majeurs dans les structures et représentations qui produisent les inégalités.

L'intégration de genre se veut une approche globale et structurée qui porte sur l'ensemble des dispositifs et pas seulement sur des projets ponctuels. Elle vise à réduire ces inégalités en agissant préventivement à : à tous les domaines de la vie politique, à toutes les étapes (du diagnostic à l'évaluation, en passant par l'élaboration de plans stratégiques et la mise en œuvre) du processus de décision et d'action politique. En conséquence, toutes les catégories d'acteurs (parlementaires, mandataires publics...) ont la possibilité d'agir pour réduire et prévenir les inégalités. Il faut une action collective, transversale et préventive, portée par chacun dans l'ensemble du processus.

#### 4.1. Architecture genre du parlement en 2019



Comme l'indique le schéma ci-dessus, le parlement de la RDC, est composé de 500 députés à l'Assemblée nationale et de 108 Sénateurs et avec un taux de renouvellement de plus de 50%.<sup>21</sup>

#### 4.2. Evolution de la PBSG sein du parlement

La PBSG passe par la formation des parlementaires, ainsi que par l'offre de conseils concernant la façon de relayer cette idée à l'extérieur du parlement, afin que l'opinion publique se rende compte que le budget est un instrument de la politique en faveur de l'égalité tout autant qu'un instrument de la politique économique.

A l'instar de toutes les innovations politiques, la budgétisation sensible au genre dépend avant tout de la volonté politique et, dans un second temps seulement, des ressources financières. La budgétisation sensible au genre exige des données ventilées en fonction du sexe. Par exemple, durant les trois législatives que la RDC a connues, l'opinion publique n'aurait pas constaté cette volonté politique dans le processus budgétaire suivie des ressources quant à ce...<sup>22</sup>

<sup>21</sup>Kit d'action, impliquer les parlements dans la budgétisation sensible au genre, 2022 ONU Femmes, p12

<sup>22</sup>Commission pour l'égalité des chances du Parlement ougandais, Gender and Equity Compliance Guide for Parliament (Guide de conformité en matière d'égalité et de genre destiné au Parlement), novembre 2017, p38

Opérationnalisation du budget sensible au genre inaboutie au sein du parlement. Elle n'est pas allée au-delà du renforcement des capacités des parties prenantes en matière de genre, absence d'un budget sensible au genre au niveau global, parlementaire, sectoriel, provincial et local.<sup>23</sup>

#### **4.3. Rôle du parlement dans l'engagement de la PBSG dans le processus budgétaire**

Dans la formulation, l'approbation, l'exécution et le contrôle ex-post. Le parlement est impliqué dans ces quatre phases à différents niveaux. Les meilleures pratiques internationales suggèrent que le gouvernement devrait produire des documents tout au long du cycle budgétaire et les fournir au parlement.<sup>24</sup>

Dans la phase de formulation, les parlementaires peuvent identifier et promouvoir les aspects de la budgétisation qui tiennent compte de la dimension de genre et encourager le ministre du Budget à prendre en compte les évaluations d'impact sur le genre dans les évaluations des besoins et les propositions des Ministères. Les commissions parlementaires peuvent inviter des experts de l'ONU Femmes à fournir des conseils, des contributions, des suggestions et des recommandations sur les propositions liées au genre examinées par les commissions pendant la phase de formulation.<sup>25</sup>

Dans la phase d'approbation, les parlementaires peuvent examiner minutieusement l'alignement entre les plans gouvernementaux pour les résultats liés au genre et les engagements de financement existants dans le budget. Les commissions parlementaires peuvent promouvoir l'égalité liée au genre dans les allocations budgétaires en organisant des débats et des audits sur les impacts de genre des propositions budgétaires.<sup>26</sup>

Dans la phase d'exécution, les parlementaires peuvent demander que des informations sur l'impact sur le genre soient fournies lors de l'examen des réaffectations proposées entre les unités administratives et des réductions ou augmentations des dépenses proposées. Les commissions parlementaires peuvent examiner l'impact sur le genre des programmes dans le cadre de leur examen des rapports annuels et semestriels.

Dans la phase d'audit et de contrôle, le parlement et ses commissions examinent de nombreux documents produits par le gouvernement. Les analyses de genre et les audits de genre peuvent fournir des informations détaillées pour le contrôle parlementaire des programmes et des engagements du gouvernement en faveur de l'égalité liée au genre.<sup>27</sup>

### **V. PROGRAMMATION DES INTERVENTIONS ET CONTRAINTES POUR SOUTENIR LE PARLEMENT DANS LE PROCESSUS BUDGETAIRE**

Avant de concevoir tout programme, il est essentiel de procéder à une évaluation et à une analyse du contexte du parlement et de sa place dans le système politique. Cela nécessite un solide sens politique et l'évaluation doit se pencher sur les structures de pouvoir formelles et informelles du parlement et du système politique. Il faut bien comprendre le processus budgétaire en place. La budgétisation sensible au genre implique un changement de points de vue et de pratique. Comme dans tout changement, il existe des obstacles à surmonter. Il est facile d'introduire la budgétisation genre, mais le défi majeur est de soutenir l'initiative et de le maintenir dans la durée. Les obstacles majeurs à la budgétisation genre au parlement sont entre autres : Collecte et analyse des données par sexe, expertise limitée au parlement en analyse genre et en intégration du genre, le manque d'institutionnalisation de la pratique combinée à des mouvements réguliers de personnel, le

<sup>23</sup>Profil Genre Pays, Une initiative conjointe de la Commission Européenne, ONU Femmes et de la Banque Africaine, op. Cit, p24

<sup>24</sup>Rapport de la commission sur l'égalité des chances pour les femmes et les hommes, parlement européen, Gender Budgeting. Etablissement des budgets publics selon la perspective genre, op. Cit, p68

<sup>25</sup>SHARP, R., Budgétisation sensible, paris, éd, harmattan, 2010, p45

<sup>26</sup> Commission pour l'égalité des chances du Parlement ougandais, Gender and Equity Compliance Guide for Parliament (Guide de conformité en matière d'égalité et de genre destiné au Parlement), *Op.cit.*

<sup>27</sup>UNIFEM, "Promoting Gender Equality In New Aid Modalities and Partnerships, March 2006. [http://unifem.org/resources/item\\_detail.php?ProductID](http://unifem.org/resources/item_detail.php?ProductID), consulté le 09/04/2023, p60

manque de dialogue politique sur ce sujet et de coordination entre les différentes parties prenantes, bailleurs, parlement, gouvernement et Organisations de la Société Civile (OSC)...).<sup>28</sup>

## CONCLUSION

L'objectif de notre article a porté sur l'intégration de la dimension de genre dans le processus du budget-programme au parlement congolais (RDC). La présente réflexion a permis d'analyser l'intégration de la dimension de genre dans le processus du budget-programme au parlement. Une analyse qui s'inscrit à la démarche du basculement vers le budget en mode programme en RDC pour échéance de janvier 2024.

Cependant, la budgétisation sensible au genre implique l'analyse des budgets et des politiques pour leur impact sur les inégalités entre les différents groupes de femmes et d'hommes, dans le but de promouvoir le budget Programme et les politiques qui conduiront à une plus grande égalité. De la formulation et de l'approbation du budget à sa mise en œuvre, en passant par son suivi et son audit, les parlementaires jouent un rôle crucial en soutenant l'allocation ouverte, transparente et responsable des ressources publiques par le biais du budget.

Pour confirmer notre problématique de départ, ayant porté sur comment intégrer le PBSG dans le processus du budget programme au parlement nous disons que c'est pendant la formulation du budget-programme, que les parlementaires peuvent effectuer des analyses d'impact sur le genre des projets de budget et des plans de programme, organiser des débats pré budgétaires sur les dimensions de genre du projet de budget, demander des données ventilées par genre, et comparer les propositions par rapport aux performances passées ou à l'impact prévu sur différents groupes.

Au stade de l'approbation, les parlementaires peuvent examiner minutieusement les performances budgétaires passées et identifier l'alignement entre les engagements actuels en matière d'égalité liée au genre et ce qui a été chiffré dans le budget. Pendant la mise en œuvre, les parlementaires peuvent travailler en commissions et collaborer avec des parties prenantes externes pour analyser et rendre compte des impacts interventionnels sur le genre des dépenses publiques décrites dans les examens budgétaires de milieu d'année. Ils peuvent également proposer des recommandations sur les endroits où les fonds devraient être réaffectés pour mieux soutenir les résultats équitables entre les sexes. Les parlementaires peuvent examiner les dépenses et les résultats obtenus dans une perspective de BSG pendant la phase d'audit.

## BIBLIOGRAPHIE

- ACHIN., C et LEVEQUE., S, *Femmes en politique*, Paris, éd. La Découverte, 2006,
- AGENTUR, P., « Genderbudgeting », Paris, éd, Harmattan, 2020,
- BARD., C, BAUDELOT., C et MOSSUZ-LAVAU., J, *Quand les femmes s'en mêlent. Genre et pouvoir*, Paris, éd. La Martinière, 2004,
- Commission pour l'égalité des chances du Parlement ougandais, Gender and Equity Compliance Guide for Parliament (Guide de conformité en matière d'égalité et de genre destiné au Parlement), novembre 2017,
- Déclaration de Paris sur l'Efficacité de l'Aide <http://www.aidharmonization.org/ah-wh/secondary-pages/Paris2005#declaration>, consulté le 04/04/2023,
- Groupe budgétaire d'ONU Femmes, 2018. A Guide to Gender-Responsive Budgeting, (Guide de budgétisation sensible au genre) (non disponible en français), Londres, <https://oxfamilibrary.openrepository.com/bitstream/handle/10546/620429/gt-guide-gender-responsive-budgeting-280218-en>. PDF ; session id=A14792715657768CCB389D48A9D62D06 ?séquence=13, consulté le 05 /06/ 2023,
- GUBITZER, L., *Budgétisation sensible au genre*, Paris, éd, Harmattan, 2008,

<sup>28</sup> Guide pour les facilitateurs de budgétisation sensible au genre : Une approche pratique (Bureau ONU FEMMES Afrique de l'Ouest, avril 2011, p45

- Guide d'intégration du genre dans les missions du parlement national et provincial, Kinshasa, juin 2019,
- Guide de conformité en matière d'égalité et de genre destiné au Parlement, Secrétariat du PEFA, 2020. Cadre complémentaire pour l'évaluation de la gestion des finances publiques sensible au genre, Washington, D.C., [https://www.pefa.org/sites/pefa/files/resources/downloads/WBG\\_GRPFM\\_FRAMEWORK\\_ENG\\_PAGES\\_200609.pdf](https://www.pefa.org/sites/pefa/files/resources/downloads/WBG_GRPFM_FRAMEWORK_ENG_PAGES_200609.pdf), consulté le 05/06/2023, consulté le 06/06/2023,
- Guide pour les facilitateurs de budgétisation sensible au genre : Une approche pratique (Bureau ONU FEMMES Afrique de l'Ouest, avril 2011,
- Kit d'action, impliquer les parlements dans la budgétisation sensible au genre, 2022 ONU Femmes,
- La loi de la République Démocratique du Congo N°11/011 du 13 juillet 2011 relative aux finances publiques,
- LARROUMY H. & BOUSSETTA., M, « la Budgétisation Sensible au Genre (BSG) instrument fondamental pour la promotion de l'égalité et la justice sociale. », Revue du contrôle, de la comptabilité et de l'audit « Numéro 8 : Mars 2019 / Volume 3 : numéro 4 ».
- MUKENGE KATUMBA. G s«application du budget-programme en république démocratique du Congo : analyse critique et perspectives », revue internationale des sciences de gestion « volume 5 : numéro », juillet, 2022,
- ONU femmes, Cours de formation mixte sur la budgétisation sensible au genre, avril 2020.
- Profil Genre Pays, Une initiative conjointe de la Commission Européenne, ONU Femmes et de la Banque Africaine de Développement présentée par LuventGmbH, Kinshasa, Avril 2022,
- Rapport d'état d'avancement sur Le budget-programme axé sur les performances en Afrique, Publié en 2013 par l'Initiative Africaine Concertée sur la Réforme Budgétaire,
- Rapport d'Examen National Volontaire des Objectifs de Développement Durable du Ministère du Plan, Kinshasa, Mai 2020,
- Rapport de la commission sur l'égalité des chances pour les femmes et les hommes, parlement européen, Gender Budgeting. Etablissement des budgets publics selon le perspectif genre, mai 2005,
- SHARP, R., *Budgétisation sensible*, Paris, éd, Harmattan, 2010,
- Stratégie Nationale de la Budgétisation Sensible au Genre de la République Démocratique du Congo vice-primature et ministère du budget, avril 2013,
- UNIFEM, "Promoting Gender Equality In New Aid Modalities and Partnerships, March2006. [http://unifem.org/resources/item\\_detail.php?ProductID](http://unifem.org/resources/item_detail.php?ProductID), consulté le 09/04/2023.